



ARRETE MUNICIPAL n°2022-092
Portant réglementation temporaire de la
circulation et du stationnement des véhicules
« 18 juin Appel du Général DE GAULLE »

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code pénal et notamment son article R 610-5,

Vu le code général des collectivités territoriale et notamment ses articles L 2211-1, L 2212-2 et L 2213-1 et 2,

Considérant que pour assurer le bon déroulement des cérémonies commémoratives, il y a lieu d'interdire et de réglementer l'accès et le stationnement des véhicules de certaines voies de circulation et places,

ARRETE

Article 1 : La circulation et le stationnement des véhicules seront interdits place de la Mairie, depuis son intersection avec l'impasse Varrax jusqu'à l'intersection avec la route du Revard :

- Le samedi 18 juin 2022 entre 11h30 et 12h30 ;

Article 2 : Toutes infractions au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Responsable des Services Techniques, le Responsable de la Police Municipale.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Monsieur Commandant de la brigade de gendarmerie d'Aix-les-Bains
- Monsieur le Chef du centre de secours d'Aix-les-Bains
- Monsieur le Chef du SMUR de la Savoie

Fait à Grésy-sur-Aix, le 20 mai 2022

Le Maire,
Florian MAITRE

*Pour le faire empêché, le 2^{ème} adjoint
Patrick POURCHASSO.*



Affiché/publié le : 24 mai 2022
Notifié à l'intéressé le : 24 mai 2022
Certifié exécutoire le : 24 mai 2022

« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.